

pression qui a sans doute influé sur leur décision de s'allier à la France et d'envoyer des troupes en Égypte. Voici ce qu'écrivait le *Times*:

Tout cela fait partie d'un déplorable abandon de responsabilité qui a tant sapé l'efficacité de notre vie nationale et de notre prestige international.

Il poursuit:

L'opinion publique, malgré ce que les dissidents disent avec colère, est remarquablement ferme. Naturellement, elle veut qu'on évite tout recours à la force. Tous désirent la même chose, et nous osons croire que personne n'y tient plus que le Gouvernement britannique. Mais...

—il semble toujours y avoir un "mais"—

cela ne veut pas dire que parce qu'on n'y peut guère, il vaut mieux oublier toute l'affaire ou excuser les coupables.

Et remarquez la phrase suivante:

Les nations ne vivent que par la défense vigoureuse de leurs intérêts. Même M. Nehru, qui si consciencieusement sermonne le reste du monde, se départit d'aucun de ses atouts au Cachemire.

Et, faisant indirectement pression sur le Gouvernement en rappelant les temps passés, l'éditorial conclut ainsi:

Comme nous le rappelait M. G. M. Trevelyan, il y a bien des années, deux événements ont amené la chute de Venise: le blocage, par les Turcs, des routes empruntés par les caravanes et la découverte de la route du Cap et celle de l'Amérique.

Sans doute est-il bon que notre industrie touristique soit florissante et que nous soyons les vainqueurs des épreuves sportives. Mais les pays ne vivent pas uniquement de leurs actions spectaculaires. Le peuple, tout silencieux qu'il soit, le sait mieux que les critiques. Et ce peuple veut toujours la grandeur de l'Angleterre.

Voilà ce qu'écrivait le *Times* de Londres. J'ai par-devers moi un assez bon nombre de coupures d'autres journaux dont plusieurs émettent des opinions de même veine. Est-il étonnant que, lorsque le grand journal londonien *Times*, connu pendant de longues années sous le nom de "Jupiter tonnant" a dit au Gouvernement que le peuple anglais voulait toujours la grandeur de l'Angleterre, sir Anthony Eden se soit demandé s'il remplissait bien son devoir en ne faisant pas en sorte que la Grande-Bretagne soit en mesure d'intervenir en Égypte si les Nations Unies ne le faisaient pas elles-mêmes et sans tarder?

Je n'affirme pas que sir Anthony Eden, M. Selwyn Lloyd et d'autres ont agi comme ils devaient. J'affirme, cependant qu'ils ont agi comme la presse et la majorité des Anglais s'y attendaient. Lorsque l'aviation britannique a commencé à bombarder les aéroports égyptiens, il s'est élevé bien entendu de fortes protestations,—dans les journaux de Grande-Bretagne tout comme dans ceux de l'étranger. Mais ces protestations ont pas mal baissé le ton en Angleterre aujourd'hui. Bien des journaux prétendaient que ce qu'avait

fait le Gouvernement était contraire aux désirs du peuple. Toutefois, si l'on en croit un bulletin de l'agence Reuter du 15 novembre, le dernier sondage de l'opinion publique démontre que 53 p. 100 des habitants de la Grande-Bretagne approuvent maintenant les mesures prises par sir Anthony Eden et son Gouvernement.

Honorables sénateurs, je regrette d'avoir été si long. Ce n'était pas mon intention lorsque je me suis mis à préparer mes observations. Mais à mesure que j'avais, j'avais l'impression que je devais tenter d'expliquer qu'à mon sens l'action posée par sir Anthony Eden et son Gouvernement n'avait pas été prise sans réflexion, ni avec impétuosité, ni dans un but impérialiste, mais qu'on l'avait soigneusement pesée et qu'il y avait lieu de conclure qu'elle serait appuyée par l'opinion publique sérieuse. Cette action étonna le monde. Les gens n'en revenaient pas et se demandaient si c'était le début d'une autre guerre mondiale. Cet étonnement fut même partagé par certains membres des Communes britanniques. On compte actuellement environ 3 millions de libéraux ayant le droit de suffrage en Grande-Bretagne, mais ils n'ont que six députés pour se faire leurs interprètes à la Chambre des communes. Pour démontrer jusqu'à quel point la confusion régnait autour de cette question importante, lorsqu'on a procédé au premier vote de confiance dans le gouvernement Eden, trois libéraux se rangèrent avec les conservateurs pour appuyer le premier ministre et les trois autres appuyèrent la motion de censure de M. Gaitskell avec le parti travailliste.

Je suis fort aise que les Nations Unies soient maintenant saisies de ce grave problème. J'ai été ennuyé de lire hier soir dans le *Journal d'Ottawa* que, d'après les paroles d'un jeune capitaine actuellement en Égypte, les Queen's Own Rifles ne pourront pas s'embarquer tant que Nasser n'aura pas changé d'idée. Mais on disait dans le même journal que la France avait retiré une compagnie d'infanterie et une unité de commandos de la marine et aussi que le secrétaire général des Nations Unies avait annoncé qu'il comptait avoir plus de 4,000 militaires des Nations Unies en Égypte d'ici deux semaines. Il est malheureux que cette organisation mondiale n'ait pas constitué, il y a plusieurs années, une force policière qui aurait été prête pour un cas d'urgence comme celui avec lequel nous sommes actuellement aux prises.

L'idée d'une police internationale, nous le savons tous, n'a rien de neuf. Il y a vingt ans, je rédigeais des articles de fond sur la proposition préconisant l'établissement d'une force de police internationale qui aurait relevé de la Société des Nations. Cette proposi-